
PREFECTURE DE LOT-ET-GARONNE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
ET DES POLITIQUES EUROPEENNES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

Refer : DECONS.DOC/RC
Affaire suivie par M MAZERES
Téléphone : 05 53 77 60 70

Le Préfet de Lot-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ,

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76.663 susvisée,

Vu le décret n° 53.577 du 20 mai 1953 modifié contenant la nomenclature des installations classées,

Vu l'arrêté d'autorisation délivré le 20 juillet 1993 à la SARL VIGNOLI pour l'exploitation d'un centre de récupération de déchets de métaux et carcasses de véhicules hors d'usage, sur le territoire de la commune de Brax,

Vu le courrier du 4 mai 1998 de la SA DECONS déclarant avoir repris les activités précédemment exercées par la SARL VIGNOLI sur le territoire de la commune de Brax,

DONNE RECEPISSE :

- ◆ à la SA DECONS de sa déclaration au terme de laquelle celle-ci déclare avoir repris les activités de stockage et récupération de déchets de métaux et de carcasses de véhicules hors d'usage précédemment exercées par la SARL VIGNOLI, sur le territoire de la commune de Brax.

LUI RAPPELLE

Les dispositions ci-après prévues par la loi et le décret susvisés :

- ◆ toute extension, tout transfert sur un autre emplacement ou toute modification apportée par l'exploitant à une installation classée, dans son mode d'exploitation ou dans son voisinage, doit faire l'objet du dépôt d'un nouveau dossier.
- ◆ tout accident ou tout incident survenu du fait du fonctionnement de l'établissement, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663

- ◆ tout accident ou tout incident survenu du fait du fonctionnement de l'établissement, de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 (c'est-à-dire : la commodité du voisinage, la santé, la salubrité et la sécurité publiques, l'agriculture, la protection de l'environnement ou la conservation des sites et des monuments), doit être déclaré sans délai à l'inspection des installations classées.
- ◆ le changement d'exploitant d'une installation classée doit être déclaré au préfet, par le nouvel exploitant, dans le mois qui suit la prise en charge de l'installation.
- ◆ en cas de cessation d'activité, l'exploitant devra remettre le site sur lequel elle s'exerçait dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

AGEN, le 15 MAI 1998

Pour le préfet et par délégation,
le directeur,

Jean-Marie LEGIER

Pour copie conforme,
le 15 MAI 1998
le chef de section délégué,



Jean-Claude MAZERES